

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE
GENERALE ORDINAIRE
DU 17 JANVIER 2015**

Réunie Au Comité National Olympique et Sportif Français (CNOSF)
1 avenue Pierre de Coubertin – 75013 PARIS

Etaient présents :

LIGUES

ALSACE	LAUFFENBURGER P. ROEHRIG B.	AQUITAINE	ORTEGA R. OLIVIE J.
BOURGOGNE	RAVASSAUD.	BRETAGNE	METTLER D. GAUTIER G.
CHAMPAGNE ARDENNES	BOUZRAR M.	CORSE	FERACCI J.M.
COTE D'AZUR	PUVELAND H. ROSADINI C.	ESSONNE	DALLERAC F. MERCIER Y.
FLANDRE ARTOIS	HERNANDEZ J. BAUSSART B.	FRANCHE COMTE	BOBILLIER J.P.
GUADELOUPE	DEROCHE J.	GUYANE	CEBRET F.
HAUTS DE SEINE	COLLIER C. PERBAL J.	LANGUEDOC-ROUSSILLON	BUI M. ROS T.
LIMOUSIN	DEMAISON D.	LORRAINE	HAAS J.L. PHILIBERT J.C.
MARTINIQUE	BELFIT G.	MIDI PYRENEES	AGUILA J. DOMAT J.L.
NORMANDIE	ALVES PIRES A. CORROYER J.	PARIS	PACCOUD R. BOULET P.
PAYS DE LOIRE	RECHDAOUI A. LHOMMEAU P.	PICARDIE	HAZARD J.J
POITOU CHARENTES	BRUNEAU R.	POLYNESIE FRANCAISE	MUTLU M.
PROVENCE	BENSALAH A.	REUNION	
PEPIN A.			
RHONES ALPES	MARTINEZ F. DUMONT G. ACHACHE A. BEZRICHE D.	SEINE ET MARNE	SEGUI F CLAUSE C.
T.B.O	AUCLERT A. BOUCHAIB P.	VAL D'OISE	MOREL J.
VAL DE MARNE	MANIEY G. LEPAON P.	YVELINES	PONTABRI P. GRANET J.L.

DEPARTEMENTS

AIN	LEONELLI M.	ALLIER	DULIGNER R.
ALPES DE HAUTE PROVENCE	PAOLETTI F.	ALPES (HAUTES)	NAGEL B.
ALPES MARITIMES	PERONNET D.	ARDENNES	DEHAS H.
	LECOMTE R.		
ARIEGE	CADENAT J.L.	AUBE	BOUZRAR C.
AUDE TRIAY J.M.		AVEYRON	ALBOUY B.
BOUCHES DU RHONE	DE RANIERI D.	CALVADOS	BENAZZI K.
CHARENTE	GUEDJALI J.M.	CHARENTE MARITIME	GEORGEON A.
CHER	MARCELOT F.	COTE D'OR	PICARD F.
COTES D'ARMOR	KERGUELEN M.T	DOUBS	TRUCHI R.
DROME ARDECHE	CONDOR A.	EURE	THILLIEZ P.
			QUEMIN M.
EURE ET LOIR	VAYER A.	FINISTERE	BONNET L.
GARD	GRAF W.		
GARONNE (HAUTE)	COUSINIE T.	GERS	LEZE P.
	BENSADALLAH A.		
GIRONDE	CHAMARD.	HERAULT	GROSSO J.
	LESCALIER J.C.		
ILLE ET VILAINE	GAUTIER C.	INDRE	
CLAUDE T.			
INDRE ET LOIRE	CHEREAU F.	ISERE	LE PAILLEUR L.
			MONIN-VEYRETTE
JURA	PETITJEAN R.	LANDES	SOLER C.
LOIR ET CHER	MARMION C.		
LOIRE	DREISSIA B.	LOIRE (HAUTE)	LECLAIR A.
LOIRE ATLANTIQUE	VIGNERON J. P.	LOIRET	DIQUELOU A.
LOT	DELPEYROUX P.	LOT ET GARONNE	CESARO F.
MAINE ET LOIRE	LEGER D.	MANCHE	BOUILLET P.
MARNE	BOBLIQUE J. M.	MARNE (HAUTE)	LOURDET B.
MAYENNE	MAUNIT X.	MEURTHE ET MOSELLE	LI VOLSI S.
MEUSE	NICOLLE R.	MORBIHAN	CASTIGLIONE P.
MOSELLE	DIDIER J.	NIEVRE	DUCROT R.
	BELRHITI C.		
NORD	LOPEZ M.	OISE	ABOUBEKER A.
	LEGRAND J.C.		
ORNE	LAFONT G.	PAS DE CALAIS	MENANT R.
PYRENEES ATLANTIQUES	COMET I.	PYRENEES (HAUTES)	LAMARQUE Y.
PYRENEES ORIENTALES	RUBIO J.L.	RHIN (BAS)	BANGRATZ G.
			KNOLL J.

RHIN (HAUT)	BAUMANN Y. MUTLU B.	RHONE	MENARD P. BARBA M.
SAONE (HAUTE)	HAVEZ J.L.	SAONE ET LOIRE	DELAYE D.
SARTHE	MOREAU D.	SAVOIE	BRAILLON D.
SAVOIE (HAUTE)	VOUTAY J.M.	SEINE MARITIME	JOULIN G.
SEINE MARITIME	HARTMANN J.C	DEUX SEVRES	BRESSY F.
SOMME	DELRGE B.	TARN	CAUQUIL J.P.
TARN ET GARONNE	BOSREDON G.	VAR	BIDAUT J.Y. ROSADINI P.
VAUCLUSE	BOULESNANE A.	VIENNE	MAILLOU P.
VOSGES	KOEPFERT D.	YONNE	VENET G.
BELFORT (TERRITOIRE)	SIBRE M.		

Le Président, Monsieur Francis DIDIER, ouvre l'Assemblée Générale Ordinaire à 10h00, en souhaitant la bienvenue aux représentants élus des Ligues et des Comités Départementaux.

Monsieur Alcino ALVES PIRES, Secrétaire Général, ouvre l'ordre du jour.

1

Allocution d'ouverture du Président

Après avoir présenté brièvement ses vœux pour la nouvelle année 2015, le Président laisse la parole au Secrétaire Général.

2

ADOPTION DU PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 25 JANVIER 2014

Le secrétaire général, propose dans un processus démocratique, aux élus présents des Ligues et des Comités Départementaux, de procéder à toute remarque portant sur le Procès-Verbal de l'assemblée générale de l'année précédente.

Après en avoir délibéré, l'assemblée générale, adopte le procès-verbal de l'assemblée générale du 25 janvier 2014.

Résultat des votes :

Contre : 0

Abstention : 0

Pour : Unanimité

3

RAPPORT MORAL DU PRESIDENT

<u>L'Etat de la fédération au 17 janvier 2015</u>
--

Au 17 janvier 2015, 7 000 licenciés supplémentaires nous ont rejoints, avec une prévision de 5 000 à 6 000 licences de plus d'ici la fin de l'année sportive. De ce fait, nous espérons arriver à un nombre de licenciés total compris entre 241 000 et 245 000.

Ainsi, notre projet de dépasser les 250 000 licenciés, devrait être atteint avant le début de la prochaine olympiade.

Il faut cependant rester attentif, puisque ces 7 000 licences sont attribuées principalement à l'arrivée du Wushu au sein de la Fédération, et par la venue de licenciés du Full-Contact, la fédération précédemment concernée, ayant perdu son agrément. Il ne faut cependant pas compter sur eux dans le décompte financier des licences puisque la FFKDA a réalisé des investissements pour faciliter leur agrément.

Pour le Wushu, la FFKDA a récupéré la délégation, ce qui veut dire assurer le haut niveau, (le Wushu étant sur la short-List des sports candidats à l'entrée au programme des Jeux Olympiques). Le nom de l'ancienne fédération de Wushu a changé, et devient la Fédération des Arts Energétiques et Arts Martiaux Chinois. Nous avons récupéré en ce qui nous concerne, la délégation de pouvoir pour l'ensemble des disciplines.

Situation financière et immobilière de la Fédération

Notre situation est très bonne, vous pourrez le constater dans le bilan (+ 224 K €) et dans le rapport du commissaire aux comptes. Cela fait donc 2 années que nous sommes dans un bilan positif, bien que nous ayons eu les Championnats du Monde de Bercy à supporter.

Le centre National d'entraînement et de formation de Montpellier

Le centre a été construit via un crédit propre de la fédération d'un montant d'1 300 000 euros. Avant cela, nous étions en location sur l'ancien pôle, pour un loyer de 90 000 euros par an.

Pour cette construction, nous avons obtenu un plan de financement, de 340 000 euros via le Centre National pour le Développement du Sport ; une aide de la région de 230 000 euros. La durée du prêt afférent au Centre, est de 15 ans, et a été contracté en 2013.

Nous sommes en train d'agrandir les locaux au niveau de la terrasse, puisque nous avons du mal à assurer les formations notamment les CQP, le Wushu ... Le centre est de ce fait, déjà pleinement occupé ce qui est un très bon signe.

Le siège de la Fédération Française de Karaté et Disciplines Associées

Le siège de la Fédération s'étend sur 1000 m², sera totalement payé en 2021, après avoir remboursé un crédit d'1,3 million d'euro également.

La vente des anciens locaux de la fédération, d'un montant d'1,6 million d'euro a permis d'effectuer un apport conséquent dans notre investissement de 2,2 millions d'euros : de ce fait, le président honore la mémoire de ses prédécesseurs, notamment celle de Monsieur Jacques DELCOURT.

La situation internationale

Thomas Bach, président du Comité International Olympique, a déclaré dans ses 40 préconisations soumises au Congrès de Monaco :

- ❖ Qu'il fallait dorénavant parler d'épreuves et non de plus sports. On entend par sports, une discipline sportive, et par épreuves, les différentes compétitions qui peuvent être affiliées à cette discipline.

Il déclare de ce fait, laisser la latitude au Comité d'Organisation des Jeux Olympiques, la possibilité de proposer la présentation d'autres épreuves à condition, que le respect du nombre de 10 500 athlètes soit respecté.

Thomas Bach cite comme exemple dans une interview, la « *possibilité de réduire le nombre de catégories de poids dans les sports de combat, pour faire entrer par exemple, l'épreuve Karaté* ».

- ❖ Le C.I.O. laisse également au C.O.J.O., le soin d'introduire d'autres sports, toujours dans le même cadre. Ce sera au comité exécutif du C.I.O. de voter pour l'entrée ou non des nouvelles épreuves, soit 15 votants ; alors que si le C.O.J.O. propose l'entrée d'un nouveau sport, il devra réunir l'adhésion de la session du C.I.O. soit 104 membres.

Le président de la Fédération y voit là un signe très encourageant, pour l'entrée du karaté dans le giron des disciplines olympiques.

Aujourd'hui, la Fédération Japonaise de Karaté, et le secrétaire de la Fédération Internationale de Karaté, Toshihisa Nagura, œuvrent beaucoup pour que le Karaté entre au programme des Jeux Olympiques de Tokyo de 2020.

Au terme de la convention d'objectifs signée avec le ministère des sports, la subvention obtenue par la FFKDA, est de 656 000 euros. On ajoute à cela, 130 000 euros au titre des aides personnalisées des athlètes, ce qui représente un total d'environ 800 000 €. Une fédération olympique reçoit elle en moyenne, 3 millions d'euros.

Une représentativité olympique aiderait également au niveau des cadres d'Etat mis à la disposition de la fédération : aujourd'hui nous en possédons 18. Pour la comparaison, la FFJDA en possède 70, et la lutte qui ne représente que 25 000 licenciés en détient elle, 35. Ces cadres d'Etat, soulageraient notamment le travail des Liges.

La prise de licences en Ligne / Inscription en Compétitions

Aujourd'hui nous avons dépassé les 5 000 clubs, alors qu'il y a 4 ans, nous émargions à 4600 clubs.

La **prise de licence en ligne** est un outil très important pour nous, développé en 2008, parallèlement à la prise d'inscription en ligne en compétitions. Cet outil nous a notamment permis de reverser 1 € supplémentaire aux départements, puisque la licence « *papier* », obligeait des coûts supplémentaires (impression, envoi, traitement ...), ce qui représente aujourd'hui une enveloppe de 80 000 € d'économies. En 2008, c'était encore 10 intérimaires embauchés durant 6 mois de l'année pour traiter la licence papier.

Actuellement, nous sommes à 70 % de prise de licence en ligne. Notre objectif étant d'arriver aux alentours des 90 %. *Doit-on la rendre obligatoire ?* Il existe encore quelques petits clubs, pas forcément informatisés, ni de locaux adaptés à cet effet. On essaie par conséquent, de plutôt en faire la promotion, que de la contraindre.

Concernant les **inscriptions en compétitions**, le nouveau programme que nous avons mis en place, nous a coûté presque 260 000 € sur ses 3 années de développement. La Fédération propose à cet effet, au personnel des Liges, une formation quant à l'utilisation de ce logiciel dénommé WYNIWYG.

Certains départements sont encore aujourd'hui, à l'ère de la prise de licence sous « *format papier* », certaines ligues procèdent encore sous l'ancien logiciel dénommé ARTIMEDIA. Le Président souhaite dans les 2 prochaines années, un passage progressif vers le nouveau logiciel, afin d'uniformiser le système national, et de retrouver les mêmes procédures sur l'ensemble du territoire.

Les licences physiques, permettent de créer un visuel du licencié, renouvelées tous les 2 ans. Elles sont envoyées chaque saison sous forme d'une étiquette, qui sera à coller sur le support plastique de la licence.

Le passeport sportif

Le problème des passeports sportifs, notamment pour les Ligues, est résolu. La Fédération a mis en place un nouveau passeport sportif qui complète la licence. Au moment de l'envoi des papiers de la licence, le document A4 envoyé, comporte en plus de l'étiquette pour la licence, les informations à afficher sur le passeport.

Aujourd'hui toutes les procédures sont informatisées, ce qui allège considérablement le travail des Ligues, notamment pour le passeport sportif.

Le changement des statuts de la fédération

Cette année 2014 fut également celle du changement de statuts de la Fédération, suite aux préconisations du Comité National Olympique Sportif Français et le Ministère des Sports concernant les fédérations délégataires. Nous avons donc décidé parmi les 4 possibilités, de choisir celle qui se rapprochait le plus de nos coutumes, laissant de côté les 2 formules de scrutins de liste (plus adaptées aux fédérations détenant une Ligue Professionnelle).

Bien qu'ayant adopté ces nouveaux statuts lors de la dernière assemblée générale extraordinaire, certains Départements et certaines Ligues n'ont toujours pas fait adopter les nouveaux statuts, afin de les rendre conformes à ceux de la fédération. Le président leur demande alors, d'accélérer le processus d'adoption.

Le président rappelle également que le nombre de licenciés fait varier le nombre de tandems élus, représentant des clubs au sein des Ligues et des Comités Départementaux (Titulaire et suppléant). En effet, si les seuils de licenciés sont atteints, il faut alors élire un nouveau tandem. A l'inverse, si l'on retombe sous les seuils exprimés ci-dessous, le tandem devra être dissout.

Pour rappel, ces représentants pourront exercer un droit de vote lors de l'assemblée générale de la fédération.

Rappel des seuils pour les organismes régionaux :

- de 1 à 4 999 licenciés, 1 tandem élu représentant les clubs ;
- de 5000 à 9 999 licenciés, 2 tandems élus représentant les clubs ;
- de 10 000 à 14 999 licenciés, 3 tandems élus représentant les clubs ;
- plus de 15 000 licenciés, 4 tandems élus représentant les clubs.

Rappel des seuils pour les organismes départementaux :

- de 1 à 2999 licenciés, 1 tandem élu représentant les clubs ;
- de 3 000 à 5999 licenciés, 2 tandems élus représentant les clubs ;
- de 6 000 à 9 999 licenciés, 3 tandems élus représentant les clubs ;
- plus de 9 000 licenciés, 4 tandems élus représentant les clubs.

Le découpage territorial qui va prendre forme dans l'année, va faire passer le nombre de régions de 22 à 13. La loi ayant été votée à l'Assemblée, elle est de ce fait applicable et va obliger la F.F.K.D.A. à s'adapter à ces réformes. Le Premier Ministre a depuis annoncé qu'en 2016, les fusions entre les régions seront effectives.

Il faudra donc être réactif.

<u>Les nouvelles compétitions dans les départements</u>
--

Elles ont été annoncées au moment de la réunion des Ligues et Départements. Il a été distribué la nouvelle page 76 de la réglementation concernant l'organisation d'un « Open » pour la catégorie des Poussins-Pupilles-Benjamins-Minimes.

Cette nouvelle compétition est ouverte à tous les licenciés de la F.F.K.D.A., toutes Ligues ou Départements confondus.

Les stages traditionnels et sportifs

En début de saison, la Fédération a annoncé que ces stages seraient à la disposition des départements. A la prochaine réunion des présidents de Ligues et de Départements, au mois de septembre 2015, il faudra communiquer à Claude PETINELLA les dates auxquelles les Comités Départementaux souhaitent les effectuer. Ce travail doit se faire en amont, afin d'organiser les calendriers des stages départementaux ainsi que des experts.

Ces stages sont aussi une opportunité pour les Départements, puisqu'ils permettent de créer une animation au sein du territoire, mais également de rentabiliser le stage puisqu'il est possible de requérir à une indemnité de 10 € par stagiaire.

Le président espère que ces stages sportifs vont fleurir, puisqu'ils permettent à la fois de fidéliser les jeunes licenciés, mais également d'améliorer la compétitivité de ces derniers.

Il souhaite vivement que les Départements puissent proposer alternativement, une année sur l'autre, un stage sportif destiné aux licenciés, et l'année suivante un stage dit « traditionnel », destiné lui aux encadrants et enseignants.

Les Arts Martiaux Vietnamiens

Le développement des Arts Martiaux Vietnamiens, est assez stable.

Nous avons organisé le Championnat du Monde de **Vovinam** il y a 2 ans. Nous avons participé cette année aux Championnats d'Europe qui se déroulaient à Varsovie en Pologne, finissant meilleure nation au nombre de médailles d'or (10). Le Vovinam se stabilise aux alentours de 2 500 licenciés.

Concernant le **Vo Co Truyen**, l'Equipe de France s'est rendue à Ho Chi Minh Ville pour participer à l'Open International Traditionnel.

Pour le **Yoseikan Budo**, le développement de la discipline est stable au niveau des licenciés. La Fédération tente d'aider la discipline, et souhaite la faire évoluer via un développement à l'international.

A propos du **Wushu**, en 2005, le ministère des Sports a demandé à la Fédération d'accompagner la discipline, pour aller vers une Fédération dite traditionnelle. A cette époque, le président avait souhaité la garder dans le giron de la F.F.K.D.A. durant encore une olympiade, mais le ministère n'avait pas souhaité poursuivre l'expérience.

A l'époque, la F.F.K.D.A. comptait 15 000 licenciés Wushu. La scission des 2 fédérations, a révélé que 3 500 d'entre eux étaient restés dans le giron fédéral, et 5 000 qui avaient adhéré à la nouvelle fédération.

Aujourd'hui, les nouvelles entrées de licence sont de 4 200. Ajoutés aux 5 800 licenciés en Arts Martiaux de Chine, nous atteignons environ les 10 000 licenciés. L'année prochaine nous pouvons espérer 5 000 licenciés en plus, qui reviendraient chez nous.

Le ministère nous a accordé 60 000 euros de subvention pour cette saison, en plus d'un reliquat de 30 000 euros de l'année précédente.

Le rapport du Président est adopté à l'unanimité.

4

RAPPORT D'ACTIVITES DU SECRETAIRE GENERAL SUR LA GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le secrétaire Général rappelle que lors de l'Assemblée Générale de Janvier 2014, cette même assemblée a adopté de nouveaux statuts, ainsi qu'un nouveau règlement intérieur, pour la Fédération, mais également pour les Ligues et les Comités Départementaux.

Or, un an après, il constate malheureusement qu'un certain nombre de Ligues et de Comités Départementaux, n'ont pas mis en application ces modèles adoptés par l'Assemblée Générale fédérale. Cette situation amène les structures concernées, à ne pas être en conformité avec la réglementation fédérale.

Par conséquent, il appartient à ceux qui n'ont pas procédé à l'adoption des modèles de statuts et règlement intérieur, de le faire dans les meilleurs délais.

Les élus, représentants des clubs à l'Assemblée Générale de la Fédération, se doivent d'expliquer l'intérêt de ces modifications, à l'occasion des différentes Assemblées sur l'ensemble du territoire.

Le Secrétaire Général tient à rappeler, aux présidents de Ligues et Comités Départementaux, que la subdélégation, ainsi que les subventions, donné à ces mêmes Ligues et Comités Départementaux, sont subordonnées à l'application de la réglementation fédérale.

Ensuite, lors de la dernière Assemblée Générale, nous avons également évoqué la possibilité, de voir évoluer la réflexion sur la cotisation fédérale unique, compte tenu des problèmes rencontrés dans certains Départements et dans certaines Ligues. Cette volonté a été confortée également lors de la dernière réunion des présidents de Ligue et Départements au mois de septembre 2014, à Montpellier.

Ainsi, un groupe de travail a été mis en place et deux réunions ont eu lieu à la Fédération, le 24 octobre et le 5 décembre 2014. Elles ont donné lieu à un échange enrichissant, compte tenu des divergences existantes d'un Département à un autre et d'une Ligue à une autre. Le point sur la cotisation fédérale étant à l'ordre du jour, il sera donc discuté plus tard, dans le respect de l'ordre du jour.

Par ailleurs, concernant les activités du Conseil d'Administration et du bureau exécutif, il convient de retenir les éléments suivants :

- Le **conseil d'administration** s'est réuni à 6 reprises : le 13 septembre, le 15 novembre et le 20 décembre 2013, puis les 24 janvier, 28 mars et 20 juin 2014 ;
- Le **bureau exécutif** s'est quant à lui réuni à 11 reprises : le 6 septembre, 4 octobre, 25 octobre, 22 novembre, 13 décembre 2013, le 2 février, 14 mars, 25 avril, 23 mai, 13 juin, 14 juillet 2014.

Outre ces réunions collégiales, des réunions hebdomadaires se sont tenues avec les membres du bureau, dans le cadre de leurs missions. En effet, chaque membre du bureau s'est vu confié un certain nombre de missions, et donc des réunions fréquentes de coordination sont nécessaires. Les sujets traités ont été assez nombreux et les débats constructifs.

Les principaux événements et projets de la saison 2013/2014 ont été les suivants, sans que cette liste ne soit exhaustive :

- ✓ L'accélération de la modernisation du fonctionnement fédéral ;
- ✓ L'organisation d'un grand nombre de Championnats, Coupes et « Open », aussi bien pour le karaté que les disciplines associées ;
- ✓ Les missions supplémentaires confiées aux départements ;
- ✓ La gestion du personnel fédéral qui croît ;
- ✓ L'arrivée de nouveaux cadres d'Etat au sein de la direction technique nationale ;
- ✓ La poursuite des assises régionales, qui rencontrent un fort succès : la tournée de France continuant au cours de l'année ;
- ✓ L'augmentation de notre patrimoine immobilier (propriété du siège de la Fédération ainsi que du Centre National de Montpellier) ;
- ✓ L'accueil et la mise en place des activités, pour les nouvelles disciplines qui ont rejoint la F.F.K.D.A. ;
- ✓ La restructuration interne d'un certain nombre de services techniques et administratifs ;

- ✓ Les deux démissions au sein du Conseil d'Administration, une pour des raisons professionnelles (Michel Kervadec), l'autre par des raisons de santé (Jean-Guy Deschamps). Nous restons néanmoins dans notre fourchette d'élus (de 28 à 32), aucune élection n'est donc nécessaire pour le moment ;

Le secrétaire se félicite également de l'accompagnement et du soutien que les membres de notre Fédération ont eu lorsque ils se sont engagés auprès des d'instances Internationales.

Monsieur Thierry MASCI, a été élu à la Fédération Méditerranéenne, Messieurs Hervé PUELAND et Raphael ORTEGA sont toujours aussi engagés dans l'E.K.F. et la W.K.F., Monsieur Francis DIDIER, est toujours responsable technique de la fédération mondiale et est ainsi aux premières lignes de l'évolution de la réglementation du karaté mondial.

La fierté supplémentaire pour notre fédération, est de constater qu'aux dernières élections de la W.K.F. de novembre 2014 à Brême lors des Championnats du Monde, notre président, Mr Francis DIDIER, a été élu en obtenant le plus de voix. C'est un bel hommage que les présidents internationaux lui ont manifesté. Il a été ensuite nommé par le comité exécutif de la W.K.F. au poste de vice-président.

Le secrétaire Général remercie finalement les élus de leur engagement et leur dévouement, aux clubs, départements et ligue, à la fédération et aux disciplines qui la compose.

Le rapport du Secrétaire général, est adopté à l'unanimité.

RAPPORT DU TRESORIER SUR LA SITUATION FINANCIERE DE LA FEDERATION ET PRESENTATION DES COMPTES

Le Trésorier a dans ce rapport, réuni tous les éléments nécessaires à la compréhension de l'activité de l'année 2013/2014, pour la partie financière, permettant d'avoir une vision globale des événements. Ce rapport évoquera successivement :

- Les ressources de la fédération ;
- Leurs utilisations ;
- La situation patrimoniale au 31 août 2014 ;
- La situation financière.

Les comptes 2013/2014 ont été établis par le service comptabilité de la fédération et certifiés par un commissaire aux comptes.

Le trésorier rappelle que tous les documents financiers, dont la communication est prévue par la loi et les règlements ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

La clôture de l'exercice 2013/2014 fait ressortir un résultat positif de 224 116 euros.

Faits et événements marquants

Nous constatons une augmentation pour un volume d'environ 4 800 licences pour la saison 2013/2014 (soit +160 K€).

Le Centre National d'Entrainement a été inauguré, son coût de revient est de 2 500 000 euros.

La Signature d'un nouveau contrat de crédit-bail, avec la société RISO, pour les photocopieurs.

Un redressement fiscal de 134 000 euros portant en majeure partie sur la TVA liée aux Championnat du Monde.

Activité

Activité	2013/2014	2012/2013	Evolution
Ressources associatives	9 359 518 €	10 260 417 €	-8,8%
Ventes de marchandises	381 796 €	377 963 €	+1%
Prestations vendues	485 147 €	1 257 903 €	-61,4%
Produits de fonctionnement	10 226 461 €	11 896 283 €	-14%

Ressources associatives :

Elles comprennent les licences et les subventions. Leur diminution de 8 % s'explique par les subventions reçues dans le cadre du championnat du monde de l'année précédente.

Ventes de marchandises :

Elles sont stables. Elles contiennent les ventes de : boutique, passeport et revues.

Prestations vendues :

Il s'agit des recettes de billetterie, de parrainage, de partenariat et de stage.

Le net recul s'explique par les refacturations faites aux délégations dans le cadre du Championnat du Monde.

Ressources Associatives

Ressources associatives	2013/2014	2012/2013	Evolution
Subventions obtenues	794 757 €	1 431 816 €	-44,5%
Cotisations des adhérents	7 994 044 €	7 834 840 €	+2%
Produits divers de gestion courante	7 085 €	9 512 €	-25,5%
Reprises sur fonds dédiés (Transferts de charges)	563 632 €	984 249 €	-42,7%
Total des ressources	9 359 518 €	10 260 417 €	-8,8%

Subventions obtenues :

Ce poste est composé principalement du montant de la subvention de la MJS rapportée à la saison sportive soit 763 091 euros dont 130 000 euros d'aides aux athlètes.

Le montant de la subvention attribuée par le ministère de la jeunesse et des sports (MJS) au titre de l'année 2014 est de 762 811 euros. Elle est restée stable.

La baisse du poste est due aux subventions reçues pour les championnats du monde de Karaté et de Vovinam lors de la saison précédente.

Cotisations adhérents :

Les recettes des licences ont augmenté de 2 % notamment grâce aux disciplines associées. Le nombre de licences pour la saison 2013/2014 s'établit à 235 091 contre 230 309 l'année précédente.

Reprise de fonds dédiés :

La subvention du prestataire RISO a été étalée au rythme des charges de location de copieurs du précédent prestataire sur plusieurs exercices (Print partinium). L'impact sur résultat de l'exercice est de + 252 000 €.

Synthèse des Charges

Synthèse des charges	2013/2014	2012/2013	Evolution
Charges de fonctionnement	5 580 224 €	7 678 295 €	-27,3%

Impôts et taxes	164 846 €	146 027 €	+12,9%
Charges de personnel	1 967 681 €	1 975 596 €	-0,4%
Dotations aux amortissements	504 857 €	349 727 €	+44,4%
Charges financières	82 835 €	79 583 €	+4,1%
Total	9 300 443 €	10 229 228 €	-18,9%

Charges de fonctionnement :

En 2012, nous avons avancé aux délégations, les frais d'hébergement, de restauration, locations de salles et prestataires, pour l'organisation du championnat du monde. Cette année nous n'avons pas supporté ces coûts, cela a conduit à une baisse significative des charges de fonctionnement (-2 098 K€).

Impôts et taxe :

La hausse de 12.9 % correspond à la hausse de la contribution foncière des entreprises (CET) qui a été revalorisée.

Charges de personnel :

Elles sont stables.

Dotations aux amortissements :

Comme prévu l'activation de l'amortissement du Centre d'Entrainement de Haut niveau a eu pour effet d'augmenter les dotations aux amortissements. Cette progression a été renforcée par l'activation du logiciel de compétition.

Charges financières :

Les intérêts des emprunts sont responsables de la hausse des charges financières + 4,1%. L'année précédente, l'emprunt pour la construction du centre de haut niveau était en phase de déblocage. Cette année, les sommes ont été totalement débloquées et les échéances ont débutées.

Les Charges de Fonctionnement

Charges de fonctionnement (détail)	2013/2014	2012/2013	Evolution	
Fournitures consommables	362 806 €	484 592 €	-121 786 €	-25,1%

Sous-traitance	141 488 €	23 723 €	+117 765 €	+496,4%
Locations, Charges locatives	852 799 €	1 316 303 €	-463 504 €	-35,2%
Entretien, Réparations	174 085 €	221 949 €	-47 864 €	-21,6%
Primes d'assurance	334 200 €	317 309 €	+16 891 €	+5,3%
Personnel extérieur	136 311 €	246 834 €	-110 523 €	-44,8%
Intermédiaires et honoraires	226 823 €	616 960 €	-390 137 €	-63,2%
Publicité	309 949 €	482 084 €	-172 135 €	-35,7%
Transports	32 063 €	31 400 €	+663 €	+2,1%
Déplacements, Réception	2 652 778 €	3 579 542 €	-926 764 €	-25,9%
Frais postaux, Télécom.	307 967 €	288 871 €	+19 096 €	+6,6%
Frais bancaires	13 764 €	10 632 €	+3 132 €	+29,5%
Autres services extérieurs	35 189 €	54 711 €	-19 522 €	-35,7%
Total	5 580 222 €	7 674 910 €	-2 094 688 €	-27,3%

Sous-traitance :

Le poste a été multiplié par 4 cette saison. La sous-traitance de l'envoi et de l'impression des licences par un prestataire explique ce phénomène.

Locations et charges locatives :

La location de Bercy a été particulièrement importante l'année du championnat du monde. La diminution de 463 K€ est due à cette prestation.

Personnel extérieur :

Le recours à des CDD au service licence et la baisse du personnel dédié aux manifestations, font baisser le poste « personnel extérieur ».

Intermédiaires et honoraires :

Le coût des prestataires qui ont participé à l'organisation du Championnat du Monde, justifie l'écart de 340 K€ entre les années N-1 et N.

Déplacements Réceptions :

Les réservations pour les délégations étrangères expliquent la différence de volume de ce poste entre les deux saisons (750 K€ hôtels et 270 K€ restauration).

Les Charges de Personnel

Synthèse des charges de personnel	2013/2014	2012/2013	Evolution
Salaires bruts	1 525 343 €	1 519 260 €	+0,4%
Charges sociales	440 151 €	453 541 €	-3%
Taux de charges sociales	28,86%	29,85%	-1,00
Autres charges de personnel	2 186 €	2 796 €	-21,8%
Intérimaires	136 311 €	246 834 €	-44,8%

Salaires bruts :

Le poste est stable.

Charges sociales :

Leur baisse (-3 %) est due au volume des salaires soumis au forfait social, plus important cette année que la précédente et au départ de certains salariés.

Taux de charges :

Le taux de charges reste stable il varie d'un point.

Bilan

Bilan	2013/2014	2012/2013	Evolution
Immobilisations	6 175 717 €	6 062 878 €	+1,9%
Stocks	234 172 €	140 027 €	+67,2%
Créances usagers	183 943 €	212 829 €	-13,5%
Autres créances	418 499 €	622 061 €	-32,7%
Trésorerie	1 439 309 €	843 855 €	+70,6%
Total (Actif)	8 451 640 €	7 881 650 €	+7,2%
Fonds associatifs	3 806 166 €	3 593 481 €	+5,9%
Provisions, Fonds dédiés	162 075 €	29 941 €	+441,3%
Dettes financières	2 259 990 €	2 249 999 €	0,0%
Acomptes reçus	70 €		
Dettes fournisseurs	687 781 €	750 540 €	-8,4%

Autres dettes	1 535 558 €	1 257 689 €	+22,1%
Total (Passif)	8 451 640 €	7 881 650 €	+7,2%

ACTIF

Immobilisations :

Les immobilisations sont stables.

Il est à noter l'activation de l'amortissement du Centre National d'Entraînement pour un montant de 2 585 341 € et du logiciel de compétition pour un montant de 262 294 €

Stocks :

Les stocks augmentent du fait de la commande de pré-saison des articles vendus en boutique. Cette année elle a été livrée avant la clôture. La commande des nouveaux passeports influe également sur la hausse.

Créances usagers :

Les créances clients composent principalement cette baisse.

Autres créances :

La diminution des produits à recevoir (subvention) explique principalement cette baisse.

Trésorerie :

Après une baisse significative de la trésorerie l'année précédente, la trésorerie à la clôture est en hausse. Il n'y a pas eu cette année d'événement majeur ou d'investissement important à financer.

PASSIF

Fonds associatifs :

Le résultat de cette année 224 K€ explique la variation du poste fond associatif.

Provisions, Fonds dédiés :

La provision du redressement fiscal de 134 K€ est responsable de la hausse de 441 % de ce poste.

Dettes financière :

Elles sont stables.

Dettes fournisseurs :

Les dettes fournisseurs sont en baisse de 8 % une amélioration des procédures de paiement est responsable de cette baisse. Les fournisseurs sont payés plus rapidement que la saison précédente.

Autres dettes :

Ce poste a fortement augmenté à cause de la subvention RISO qui est étalée sur 3 ans (en produits constatés d'avance).

Perspectives d'Avenir

Pour la saison 2014/2015, nous avons conservé une prévision prudente sur l'augmentation du nombre de licences. La délégation du WUSHU devrait nous en apporter de nouvelles.

Nous avons projeté d'obtenir 235.000 licences pour la saison 2014/2015.

Toujours dans la même optique nous prévoyons 240.000 licences pour la saison 2015/2016.

Comparaison Réel et Budget 2013/2014

Produits	Budget 2013/2014	Réalisé 2013/2014	Evolution
Licences	7 752 000 €	7 999 409 €	3,08%
Manifestations	119 000 €	175 351 €	47,35%
Stages formations grades	198 000 €	196 432 €	-0,79%
Passeports boutique	348 500 €	408 672 €	12,27%
Subventions	780 509 €	802 988 €	2,88%
Partenariats	100 000 €	149 503 €	49,50%
Exceptionnel	20 000 €	39 530 €	97,65%
Financier	55 000 €	70 605 €	28,37%
Total	9 373 009 €	9 833 491 €	4,91%

Produits :

Les produits ont été supérieurs aux prévisions de 4,91 %.

Les hausses les plus importantes sont les recettes de manifestations 47,35% et les recettes de partenariat + 49,5%.

Charges Administratives	Budget 2013/2014	Réalisé 2013/2014	Evolution
Services	1 096 100 €	1 156 069 €	5,47%
Fonctionnement	272 800 €	302 135 €	10,75%
Charges	819 000 €	676 817 €	-17,36%
Gestion financière	95 000 €	97 108 €	2,22%
Achats	266 000 €	336 876 €	26,65%
Promotion fédérale	389 000 €	374 044 €	-3,84%
Elus et commissions	384 000 €	358 555 €	-6,63%
Exceptionnelle	10 000 €	171 652 €	
Amortissement	110 000 €	66 666 €	-39,39%
Total	3 441 900 €	3 539 921 €	2,85%

Charges Totales :

Les charges dépassent les prévisions de 2.85 %.

Achats :

Dépassement de 26,65%. Les achats de passeports et les achats de la boutique, liés à la progression des ventes, expliquent cet écart.

Fonctionnement :

Les frais de fonctionnement ont progressé suite à la délégation de l'envoi des licences à un prestataire (TAGG).

Charges :

La baisse du poste « charges » par rapport au budget de 17,36 %, est due à l'obtention de la subvention Riso qui a été étalée sur plusieurs années.

Amortissement :

Une mauvaise prévision de ce poste explique l'écart significatif de cette ligne budgétaire.

Charges Sportives	Budget 2013/2014	Réalisé 2013/2014	Evolution
Haut niveau	1 339 900 €	1 403 621 €	4,76%
DTN	496 700 €	582 685 €	17,31%
Organisation nationale	1 597 800 €	1 780 473 €	11,43%
Formation & autres	453 100 €	446 050 €	-1,56%
Aides ligues	1 140 000 €	1 159 702 €	1,73%
Disciplines ass./karaté jutsu	659 975 €	696 923 €	5,60%
Total	5 687 475 €	6 069 454 €	6,72%

Charges sportives :

Hausse de 6.72 % des charges sportives, principalement due à trois raisons :

- ✓ Les dépenses réalisées pour le Championnat d'Europe Séniors et l'organisation de l'Open de paris ;
- ✓ Les frais de fonctionnement de la DTN dépassent les prévisions. Ils s'expliquent par la réorganisation du service, la revalorisation des salaires et l'arrivée de nouveaux cadres d'état ;
- ✓ L'organisation nationale impacte fortement la variation des charges sportives, + 182 K€. Cette variation est due en grande partie à la hausse de 100 K € du poste arbitrage dans les comptes.

Comparaison du Budget Primitif et Final 2014/2015

Le budget primitif 2014/2015 a été modifié pour correspondre le plus possible à la réalité des recettes et des dépenses. Une politique a été mise en place pour économiser sur les postes où cela s'avère réalisable.

Il en ressort un résultat positif de 232 884 euros contre 235 491 euros initialement prévu.

Produits	Budget primitif 2014/2015	Budget final 2014/2015	Variation
Licences	8 085 000 €	8 225 000 €	1,73%
Manifestations	119 000 €	167 000 €	40,34%
Stages formations grades	198 000 €	192 000 €	-3,03%
Passeports boutique	354 500 €	386 000 €	8,89%
Subventions	749 884 €	775 884 €	3,47%
Partenariats	100 000 €	105 000 €	5,00%
Exceptionnel	20 000 €	20 000 €	0,00%
Financier	55 000 €	15 000 €	-72.73%
Total	9 681 384 €	9 885 884 €	2,11%

Produits :

La hausse des produits s'explique principalement sur les postes suivants :

Le premier est celui des « licences ». Le nombre prévisionnel était de 231 000, nous l'avons porté à 235 000 pour coller plus à la réalité portant le poste à 8 085 000 euros (soit + 140 000 euros).

Le second est l'augmentation du poste « manifestations » (+48 000 euros) aux recettes perçues par la fédération lors de manifestations sportives.

Charges :

Les charges ont été remaniées pour correspondre à la réalité des dépenses. Il en résulte une hausse de 0,94 % plus faible que celle des produits 2,11 %.

Charges Administratives	Budget primitif 2014/2015	Budget final 2014/2015	Evolution
Services	1 086 655 €	1 182 500 €	8,82%
Fonctionnement	273 925 €	291 000 €	6,23%
Charges	819 480 €	762 000 €	-7,01%
Gestion financière	95 000 €	105 000 €	10,53%
Achats	266 675 €	301 000 €	12,87%
Promotion fédérale	391 025 €	380 000 €	-2,82%
Elus et commissions	384 000 €	357 000 €	-7,03%
Exceptionnelles	10 000 €	31 000 €	210,00%

Amortissement	140 000 €	90 000 €	-35,71%
Total	3 466 760 €	3 499 500 €	0,94%

Charges administratives :

Hausse de 1 %. Les dépenses réalisées sur 2013/2014 ont permis d'effectuer des ajustements principalement sur les postes suivants :

Service : Prise en compte le coût des prestataires de la saison précédente (notamment mise sous plis, paies etc...).

Charges : leur baisse est liée à l'impact, dans les comptes, de la subvention RISO sur une saison complète.

Achats : les achats de la boutique augmentent, grâce à un bon début de saison 2014/2015 où le chiffre d'affaires est en progression.

Amortissements : ajustement de la prévision de la dotation pour correspondre au niveau de la saison précédente.

Charges Sportives	Budget primitif 2014/2015	Budget final 2014/2015	Variation
Haut niveau	1 381 828 €	1 387 000 €	0,37%
DTN	527 028 €	551 000 €	4,55%
Organisation nationale	1 597 920 €	1 699 000 €	6,33%
Formation & autres	438 100 €	414 500 €	-5,39%
Aides ligues	1 373 001 €	1 285 000 €	-6,41%
Disciplines ass./karaté jutsu	661 258 €	817 000 €	23,55%
Total	5 979 134 €	6 153 500 €	2,92%

Charges sportives :

Augmentation des charges sportives +2,92 %.

Cette variation a pour origine l'arrivée de la délégation du WUSHU pour lequel le budget de fonctionnement a été multiplié par 2. Nous ne sommes pas en mesure d'évaluer correctement les dépenses liées à cette nouvelle discipline au sein de la fédération.

L'autre hausse est due au coût du championnat d'Europe des régions +50 K€ dans la ligne budgétaire « organisation nationale ».

Conclusion

Cette saison marque la confirmation de la bonne gestion des comptes de la fédération suite à une saison précédente impactée par les championnats du monde (Karaté et Vovinam) et un redressement fiscal, le résultat s'établit à 224 116 euros.

Nous restons prudents et attentifs sur les frais de fonctionnement de la fédération, en raison du contexte économique difficile à prévoir.

Cependant, nous restons sur une situation financière stable et assurée par des investissements qui contribuent à la pérennisation de la structure.

L'assemblée générale, après lecture du rapport financier, après en avoir délibéré, approuve les comptes annuels (bilans, comptes de résultats et annexes) arrêtés au 31 août 2014 ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumés dans ces rapports.

6

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Madame la Commissaire aux Comptes émet une opinion de certification sans réserve.

L'assemblée générale, après lecture du rapport financier et du rapport du commissaire aux comptes, après en avoir délibéré, approuve les comptes annuels (bilans, comptes de résultats et annexes) à l'unanimité, arrêtés au 31 août 2014 ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumés dans ces rapports.

7

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Ce rapport spécial concerne les opérations intervenues entre la Fédération Française et d'autres organismes ayant des membres communs de direction, mais également des opérations intervenues directement entre la F.F.K.D.A. et certains de ses élus.

Les conventions de cette année sont à peu près similaires à celles de l'année dernière.

Après lecture du rapport spécial par le commissaire aux comptes, l'assemblée générale approuve à l'unanimité les conventions règlementées mentionnées dans ledit rapport.

8

AFFECTATION DES RESULTATS

L'assemblée générale après en avoir délibéré, donne quitus dans leur gestion au trésorier et à tous les membres du conseil d'administration, à l'unanimité.

L'assemblée générale après en avoir délibéré, approuve la proposition du conseil d'administration d'affecter les résultats de cet exercice, en fond associatifs, à l'unanimité.

9

FIXATION DU MONTANT DES LICENCES POUR LA SAISON 2015/2016

Il est proposé de fixer le prix de la licence pour la saison 2015/2016 à 36 euros au lieu de 35 euros. L'euro supplémentaire est destiné à prévoir l'arrivée de nouvelles disciplines au sein de la fédération, et donc de financer leur fonctionnement.

L'assemblée générale, après en avoir délibéré, fixe le montant de la licence délivrée par la fédération à 36 euros pour la saison 2015/2016.

Résultat du vote :

Contre : 2 (Ligue Pays de la Loire & La Sarthe) ;

Abstention : 3 (Mayenne, Loire-Atlantique et Midi-Pyrénées) ;

Pour : Majorité.

10

FIXATION DU MONTANT DES PASSEPORTS SPORTIFS POUR LA SAISON 2015/2016

Le Conseil d'Administration propose de maintenir à 20 euros le montant des passeports sportifs adultes, et à 12 euros celui des passeports sportifs enfants, délivrés par la Fédération, par l'intermédiaire des Ligues.

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, maintient le montant des passeports adultes et enfants pour la saison 2015/2016, à l'unanimité.

11

FIXATION DU MONTANT DES PASSAGES DE GRADES ET DES CARNETS DE GRADES POUR LA SAISON 2015/2016

Le Conseil d'Administration propose de maintenir à 40 euros, le montant des passages de grades, et à 120 euros le montant des « carnets de grades » pour la saison 2015/2016.

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, maintient les montants alloués aux Passages de Grades et aux « Carnets de Grades » pour la saison 2015/2016.

12

FIXATION DU MONTANT DE LA FORMATION POUR L'AFA ET LE DAF POUR LA SAISON 2015/2016

Le Conseil d'Administration propose le maintien du montant de 30 euros pour le montant de la formation pour l'Attestation Fédéral d'Assistant et à 100 euros le montant de la formation pour la Diplôme d'Animateur Fédéral pour la saison 2015/2016.

L'assemblée Générale après en avoir délibéré, maintient les montants des formations A.F.A. et D.A.F., à l'unanimité.

13

FIXATION DU MONTANT DE LA FORMATION POUR LE CERTIFICAT DE BODY KARATE

Le Conseil d'Administration propose le maintien du montant de 100 euros, pour la formation relative au certificat de Body Karaté, pour la saison 2015/2016.

L'assemblée Générale après en avoir délibéré, maintient le montant de la formation relative au certificat de Body Karaté, à l'unanimité.

14

FIXATION DU MONTANT DE L'INSCRIPTION A L'ECOLE DES CADRES POUR LE PASSAGE DU DIF POUR LA SAISON 2015/2016

Le Conseil d'Administration propose le maintien du montant de 250 euros, pour l'inscription à l'école régionale de formation pour le passage du Diplôme d'Instructeur Fédéral, pour la saison 2015/2016.

L'assemblée Générale après en avoir délibéré, maintient le montant de la formation et D.I.F., à l'unanimité.

15

FIXATION DU MONTANT DE LA FORMATION CQP

Le Conseil d'Administration propose le maintien du montant de 550 euros, pour la formation au C.Q.P. réalisable pour les détenteurs du Diplôme d'Instructeur Fédéral, pour la saison 2015/2016.

L'assemblée Générale après en avoir délibéré, maintient le montant de la formation C.Q.P., à l'unanimité.

16

FIXATION DU MONTANT DU DEPOT DE DOSSIER DES GRADES

Le Conseil d'Administration propose de maintenir à 200 euros, le montant de dépôt de dossier des grades exceptionnels et étrangers, pour la saison 2015/2016.

L'Assemblée Générale après en avoir délibéré, maintient à 200 euros le prix de dépôt de dossier des grades exceptionnels et étrangers, et ce à l'unanimité.

17

FIXATION DU MONTANT DE LA COTISATION DES CLUBS D'AMV, DE WUSHU, DE KRAV MAGA ET D'ARTS MARTIAUX DU SUD EST ASIATIQUE ET DISCIPLINES ASSOCIEES

Le Conseil d'Administration propose le maintien du montant de 120 euros, pour la cotisation demandée aux clubs d'Arts Martiaux Vietnamiens (A.M.V.), de Wushu, de Krav Maga, d'Arts Martiaux du Sud Est Asiatique et des disciplines associées, pour la saison 2015/2016.

L'assemblée Générale après en avoir délibéré, maintient le montant de la cotisation demandée aux clubs d'Arts Martiaux Vietnamiens, de Wushu, de Krav Maga, d'Arts Martiaux du Sud Est Asiatique et des disciplines Associées, et ce à l'unanimité.

18

ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2015/2016

Le budget 2015/2016 a été établi en prenant en considération le réalisé 2013/2014 et le budget final 2014/2015. Les besoins des services ont été pris en considération. Ce budget primitif sera ajusté en fonction du réalisé 2014/2015 et présenté en conseil d'administration pour validation, et tiendra compte notamment de l'euro supplémentaire voté ci-dessus.

Il ressort un résultat positif de 183 884 euros. Ce résultat inclus le cout supporté par la fédération pour l'organisation du championnat d'Europe qui aura lieu à Montpellier en mai 2016.

Produits :

Le nombre de licences prévisionnel est établi à 240.000 (+175 000 euros).

Par prudence nous n'avons pas constaté le versement de la subvention versée par le Ministère de la Jeunesse et des Sports consécutive à l'arrivée du WUSHU dans le budget.

Le budget prévisionnel des recettes pour le championnat d'Europe organisé par la fédération est de 960 000 euros.

Produits	Budget final 2014/2015	Budget primitif 2015/2016	Variation
Licences	8 225 000 €	8 400 000 €	4,30%
Manifestations	167 000 €	167 000 €	0,00%
Stages formations grades	192 000 €	192 000 €	0,00%
Passeports boutique	386 000 €	386 000 €	0,00%
Subventions	775 884 €	745 884 €	-3,87%
Partenariats	105 000 €	105 000 €	0,00%
Exceptionnel	20 000 €	20 000 €	0,00%
Financier	55 000 €	55 000 €	0,00%
Recette championnats d'Europe		960 000 €	
Total	9 885 884 €	10 030 884 €	11,18%

Charges :

Nous prévoyons une stabilisation des charges au niveau des budgets.

Charges Administratives	Budget final 2014/2015	Budget primitif 2015/2016	Variation
Services	1 182 500 €	1 182 500 €	0,00%
Fonctionnement	291 000 €	291 000 €	0,00%

Charges	762 000 €	762 000 €	0,00%
Gestion financière	105 000 €	105 000 €	0,00%
Achats	301 000 €	301 000 €	0,00%
Promotion fédérale	380 000 €	380 000 €	0,00%
Elus et commissions	357 000 €	357 000 €	0,00%
Exceptionnelles	31 000 €	31 000 €	0,00%
Amortissement	90 000 €	90 000 €	0,00%
Total	3 499 500 €	3 499 500 €	0,00%

Charges Sportives	Budget final 2014/2015	Budget primitif 2015/2016	Variation
Haut niveau	1 387 000 €	2 547 000 €	83,63%
DTN	551 000 €	551 000 €	0,00%
Organisation nationale	1 699 000 €	1 669 000 €	-1,77%
Formation & autres	414 500 €	414 500 €	0,00%
Aides ligues	1 285 000 €	1 309 000 €	1,87%
Disciplines ass./karate justu	817 000 €	817 700 €	0,00%
Total	6 153 500 €	7 307 500 €	18,75%

Charges sportives :

La hausse du budget des dépenses du haut niveau est due à l'organisation du championnat d'Europe organisé par la fédération (+ 1160 K€).

Tous les autres postes restent stables dans leur ensemble.

L'assemblée après en avoir délibéré, adopte le budget prévisionnel pour la saison 2015/2016.

19

ADOPTION DE LA COTISATION FEDERALE

Une conciliation du C.N.O.S.F. ainsi qu'une décision du Tribunal Administratif ont confirmé que l'on ne peut interdire à un pratiquant licencié, de participer à une des actions de la Fédération entrant dans ses prérogatives de puissance publique, en cas de non-paiement de sa cotisation qu'elle soit départementale ou de Ligue.

Par conséquent, le groupe de travail a proposé l'adoption d'une cotisation fédérale unique à l'horizon de la rentrée sportive 2016/2017. Cette proposition ne pourra aboutir avant, du fait du changement de statuts qui s'imposerait en ce cas, et donc de ce fait de la tenue d'une Assemblée Générale Extraordinaire.

Il est proposé propose un choix entre le montant maximum de 250 euros pour la cotisation fédérale, ou un montant maximum de 285 euros.

Vote :

L'assemblée générale après en avoir délibéré, adopte le principe de la mise en place d'une cotisation fédérale pour la saison 2016/2017, et ce pour le montant maximum de 250 euros, à la majorité.

Nous passons maintenant à la discussion concernant la répartition de la cotisation fédérale entre les Ligues et les Départements.

Le conseil d'Administration propose une répartition à hauteur de 165 euros versés aux Ligues et de 85 euros versés aux Départements.

L'assemblée générale après en avoir délibéré, adopte la répartition de la cotisation fédérale de 165 euros versés aux Ligues (soit 65%) et de 85 euros versés aux Départements (soit 35%), à la majorité.

Vote :

Contre : 6 ;

Abstention : 7 ;

Pour : Majorité.

RAPPORT DU DIRECTEUR TECHNIQUE NATIONAL SUR SES ACTIVITES

La saison sportive 2013/2014 a constitué la 1^{ère} étape de ma prise de fonction, entre observation, renforcement de l'existant et constitution de nouveaux projets.

I / MOYENS DE FONCTIONNEMENT

1. PERSONNELS D'ETAT

Au vu de l'historique, la FFKDA était jusqu'en 2006 particulièrement peu aidée dans ce domaine par le ministère chargé des sports. Le nombre des cadres dont elle bénéficie a considérablement augmenté ces dernières saisons, avant de stagner la saison dernière. Il faut toutefois noter qu'il sera difficile de continuer cette croissance dans le contexte actuel.

Au 31 août 2006, la FFKDA disposait de 6 postes.

Au 31 août 2014, elle disposait de 15 postes.

Au 1^{er} septembre 2013, Jonathan MARUANI et Ayoub NEGHLIZ ont été titularisés pour occuper tous deux des missions de conseiller technique d'inter-région ainsi que, respectivement, des missions dans le secteur de la formation et celui du haut niveau.

2 cadres ont quitté la FFKDA par voie de mutation. Seul un poste a été remplacé sur cette saison.

Ainsi, Corinne NAVARRO a rejoint la FFKDA au 1^{er} janvier 2014 sur un poste de DTN adjointe, laissant à pourvoir un dernier poste au 1^{er} septembre 2014 (pourvu

depuis par Gilles CHERDIEU). Sa mission est centrée sur la formalisation du projet fédéral et son orientation en lien avec les directives ministérielles.

Une entente avec le CREPS Rhône Alpes a permis de bénéficier du détachement à raison de 2 jours par semaine de Franck RICHETTI, afin de renforcer les effectifs.

2. CONVENTION D'OBJECTIFS

La négociation de la convention d'objectifs avec le ministère chargé des sports est un moment important de l'année puisqu'elle matérialise le montant de l'aide financière et de cadres techniques accordé par l'Etat à la fédération.

En ces temps de restriction budgétaire pour toutes les fédérations non olympiques, nous pouvons noter que la FFKDA bénéficie de la confiance du ministère et qu'elle n'a pas souffert de cette diminution.

Pour l'année 2014, la subvention accordée s'est élevée à 762 821 €.

L'aide financière pour 2014 était répartie comme suit :

- Promotion du sport pour le plus grand nombre : 104 690 €
- Sport de haut-niveau : 583 631 €
- Santé et Protection des sportifs : 52 500 €
- Formation : 10 000 € (comme l'année précédente).

A noter que le montant de la subvention prévue pour 2014-2015, ne sera pas revue à la hausse car le contexte général des finances publiques laisse craindre que la baisse du budget de 2013-2014 fut la première d'une série.

II / SPORT DE HAUT NIVEAU

1. LES RESULTATS DES EQUIPES DE FRANCE

Durant la saison 2013-2014, les équipes de France avaient trois challenges internationaux à relever.

L'Equipe de France des Jeunes a participé à deux compétitions de référence, les championnats du Monde à Guadalajara (Espagne) et les championnats d'Europe à Lisbonne (Portugal).

A contrario, l'équipe de France sénior n'a eu qu'une épreuve internationale, à savoir les championnats d'Europe à Tampere (Finlande) début mai 2014.

CHAMPIONNATS DU MONDE DES JEUNES A GUADALAJARA

La compétition s'est déroulée du 07 au 11 novembre 2013 et l'Equipe de France a obtenu un très bons résultats. La France a donc terminé **3^e** au classement final des nations avec 11 médailles dont 3 médailles d'or, 7 médailles d'argent et 1 médaille de bronze.

Les éléments à retenir :

- 1) Sur les 11 médailles obtenues, 10 ont été gagnés en finale, ce qui est un indicateur important quand à notre capacité et notre potentiel de performance. Seule l'Egypte qui remporte la compétition s'est également placée 10 fois en finale.
- 2) Contrairement à l'Egypte, nous ne remportons que 3 finales. De cette position notre travail devra être dirigé vers l'inversion des chiffres puis vers la capacité à gagner davantage de finales.

CHAMPIONNATS D'EUROPE DES JEUNES A LISBONNE

L'équipe de France s'est rendue à Lisbonne pour y disputer les 41^{èmes} championnats d'Europe Cadets/Juniors et espoirs. Après un bon championnat du Monde, l'Equipe de France réalise une très bonne compétition continentale en terminant 2^e au classement final des nations avec 14 médailles dont 6 en or, 1 en argent et 7 de bronze.

Les éléments à retenir :

- 1) La France est placée 7 fois en finale, c'est moins qu'en Espagne lors de l'édition mondiale, mais 6 de ces finales sont gagnées.
- 2) Le groupe des espoirs fait forte impression avec 5 médailles sur 6 possibles et plus particulièrement les filles qui remportent avec autorité les 3 catégories féminines.
- 3) La 1^{ère} place nous échappe de peu lors de la dernière épreuve (1 médaille de moins que l'Italie). Le sentiment est très positif au regard de l'édition européenne précédente (2012) où l'équipe de France jeunes avait totalement échoué.

Après ces deux épreuves disputées par l'équipe de France des Jeunes, l'encadrement peut être satisfait, ces deux bilans sont encourageants et prometteurs. En effet, le croisement des générations va s'opérer dans les prochains mois de l'année 2014 et l'encadrement a mis en place un travail particulier pour que ce vivier, soit une priorité pour que l'inévitable creux des générations soit le plus faible possible. L'objectif étant les championnats d'Europe seniors de 2016 à Montpellier où la France n'aura d'autre ambition que de les remporter.

CHAMPIONNATS D'EUROPE SENIORS 2014

Au classement au classement final des nations, la France termine au 11^e rang. Ce bilan Français est plus que décevant après deux saisons victorieuses.

En tout cas, cet échec était certainement nécessaire pour réactiver tout le monde, athlètes et encadrement car les résultats passés n'assurent jamais les résultats à venir.

Nous pouvons aussi penser sans pour autant l'affirmer, que Kenji GRILLON et Alexandra RECCHIA, absents pour cause de blessure, ont probablement pesé par leur absence sur notre classement final.

Néanmoins, il y a quelques satisfactions : Nadège AIT IBRAHIM, encore en finale mais qui perd à la dernière seconde. L'argent au lieu de l'or fait basculer la France au 11^{eme} rang plutôt qu'au 4^{eme}.

Emily THOUY perd en demi-finale pour une première sortie en seniors et accroche une belle médaille de Bronze après un beau combat remporté face la Croate vice-championne Monde en titre.

Sophia BOUDERBANE, revient avec la médaille de Bronze. Rappelons qu'elle a été prévenue quatre jours avant notre départ pour remplacer au pied levé Alexandra RECCHIA blessée à la cheville.

L'équipe Kata Homme, après seulement trois mois de préparation a réussi à décrocher une belle médaille de Bronze validant ainsi un beau pari d'Ayoub NEGLIZ donnant une perspective intéressante vers les championnats du Monde de Brême.

La médaille de Bronze obtenue par Davy DONA est une satisfaction pour lui car il se situe sur une fin de carrière et que ses nombreuses sorties internationales passées n'avaient pas été très fructueuses.

Suite à ce débriefing, beaucoup de modifications ont été apportées à la période de préparation des championnats du monde de Brême. Celle-ci fut très soutenue durant tout l'été jusqu'à la période de sélection début septembre. Une touche particulière fut apportée à la préparation terminale.

Les résultats des championnats du monde furent à la hauteur et l'objectif atteint.

Louis LACOSTE qui assurait depuis un an et demi l'entraînement et la direction des équipes de France clôture après ce championnat d'Europe, sa carrière d'entraîneur pour se consacrer et se concentrer uniquement sur la direction des équipes de France et du Haut Niveau. C'est Ludovic CACHEUX qui sera le nouvel Entraîneur National Senior aux côtés d'Olivier BEAUDRY et Yann BAILLON

2. LA FILIERE

Le Parcours de l'Excellence Sportive de la FFKDA a été redéfini pour l'olympiade et validé par le ministère chargé des sports, pour la fin de l'olympiade.

Pour rappel, le PES est propre à chaque fédération. Il organise l'ensemble des structures labellisées et des dispositifs, ainsi que l'accompagnement du sportif pour atteindre le plus haut niveau international.

Pour cette olympiade, le ministère chargé des sports a redéfini les critères caractérisant le haut niveau et suggéré une meilleure prise en compte par les fédérations des responsabilités inhérentes à la santé et au suivi des sportifs.

Ainsi, le nouveau PES de la FFKDA est marqué par deux éléments majeurs :

- La nécessaire identification claire et la distinction entre ce qui relève réellement du sport de haut niveau, et de ce qui contribue à l'accès au haut niveau (initiatives régionales et espoirs), afin d'apporter une lisibilité souhaitée par nos partenaires ;
- Le resserrement, par le ministère, des critères d'accès aux listes ministérielles des sportifs de haut niveau et des moyens financiers.

Ce PES s'appuie sur les listes ministérielles de sportifs de Haut Niveau, sur 2 pôles France (Montpellier et Châtenay Malabry), et un réseau de clubs ou structures « élites », constituant ce qui s'appelle réglementairement des structures associées du PES.

Ces structures, au nombre de 4 (2 pour le kumité, 2 pour le kata) ont été identifiées sur des critères précis et indissociables, pour garantir l'accès à la reconnaissance statutaire par les DRJSCS et le ministère.

3. LA LIAISON FEDERATION - LIGUES

La volonté de la DTN de se rapprocher des ligues a été présentée lors du colloque de rentrée des présidents de ligue et de département.

6 conseillers techniques nationaux se sont vus affecter des missions de conseil auprès des ligues, pour 20% de leur temps de mission : Ayoub NEGHLIZ, Ludovic CACHEUX, Jonathan MARUANI, Claudio PETTINELLA, Nicolas BOULASSY, Franck BISSON. Franck RICHETTI, professeur de sport affecté au CREPS de Voiron, a intégré l'équipe des CTIR dans le cadre d'un détachement accordé par le CREPS pour 2 jours par semaine.

Cette équipe de conseillers a été constituée pour répondre à un objectif d'accompagnement des présidents de ligue à la formalisation et la présentation de leur projet associatif aux partenaires institutionnels. Les DRJSCS tendent à revoir leurs critères d'attribution des subventions et à contrôler différemment l'activité des ligues. Ainsi, ces conseillers sont à disposition pour expliciter le projet fédéral et aider à une bonne compréhension des actions fédérales.

En complément, des outils de formalisation écrite du projet fédéral et sa déclinaison au niveau régional et départemental sont en cours d'élaboration. L'activité des cadres techniques chargés d'Inter Région s'étendra aux départements durant la saison 2014-2015.

Claudio PETTINELLA continue à être l'interlocuteur des présidents de ligue pour coordonner le travail qu'ils ont rendu sur la convention d'objectif qui lie chaque ligue avec la fédération.

L'analyse des comptes rendus techniques et budgétaires des ligues a permis d'évaluer les actions mises en œuvres et les ressources financières s'y rattachant.

L'élaboration des données financières, par tranche de licenciés, de l'ensemble des ligues, a permis aux responsables de ligues d'évaluer, de comparer et de situer les dépenses spécifiques à chaque activité, de recueillir les remarques et les

suggestions de certains élus, DTL, entraîneurs régionaux, entraîneurs de clubs, liées à la réglementation des compétitions afin de réajuster, réactualiser et modifier certains points du règlement.

III / DANS ET GRADES

La France, étant l'un des rares pays au monde où le grade de ceinture noire (Dan) est administré par l'Etat et où le pratiquant ne peut se prévaloir d'un grade qui n'aurait pas été délivré par la Commission Spécialisée des Dans et Grades Equivalents.

Ce dispositif est envié par nos amis étrangers car l'obtention d'un grade relève d'une capacité technique vérifiée et non d'une auto proclamation dans une des nombreuses écoles en dehors de tout circuit institutionnel.

L'arrêté ministériel du 10 août 1999 relatif à la délivrance des dans ou des grades équivalents avait habilité les fédérations délégataires des arts martiaux (Judo, taekwondo, aikido) et la fédération de karaté par l'arrêté du 28 mars 2000 à constituer une commission nationale des grades chargée d'organiser les examens de grades (Dan) et à élaborer un règlement. Les modifications étaient soumises au ministre chargé des sports qui les approuvait par arrêté.

Par arrêté du 15 décembre 2008, la ministre chargée des sports a accordé à la fédération de karaté et des disciplines associées la délégation prévue à l'article L. 131-14 du code du sport pour :

- ✓ le karaté ;
- ✓ le karaté-jitsu
- ✓ le krav-maga ;
- ✓ les arts martiaux vietnamiens ;
- ✓ les arts martiaux du sud-est asiatique ;
- ✓ le yoseikan budo.

L'arrêté du 18 juillet 2014 modifie l'arrêté précédent en confiant la discipline WUSHU (pratiques internes, énergétiques et externes) à la FFKDA. Ce qui implique pour la fédération l'organisation des examens de grade pour cette discipline.

Comme la saison sportive dernière, nous constatons une augmentation significative des licenciés avec 230 000 licenciés pratiquant le karaté ou les disciplines associées, ce qui implique une augmentation du nombre de candidats lors des passages de grades.

Pour rappel, 5124 grades ont été attribués durant la saison 2012-2013.

Lors de la saison sportive 2013-2014, le nombre de candidats ayant réussi leur examen de grade est de 6964 personnes. Ce qui implique plus de 8000 candidats au total en comptant les réussites et les échecs.

Pour préparer et valider l'ensemble des examens, la CSDGE s'est réunie à 5 reprises et son bureau à 5 reprises également.

Une modification du règlement des grades (annexe VII du règlement CSDGE) concernant l'organisation géographique des examens a permis de rapprocher de leur lieu résidentiel les candidats aux passages de grades.

Les principaux travaux de la commission durant la saison, suivis par Giovanni TRAMONTINI, ont porté sur le suivi :

- De l'application de la réglementation de la CSDGE ;
- Des modifications apportées sur le règlement général et sur des règlements des grades spécifiques à certaines disciplines ou styles ;
- De la création de règlement des grades spécifiques à certains styles en adéquation avec la réglementation générale ;
- Du suivi de la mise en place des examens de grades en département
- Du suivi des examens dans les inters régions dans les zones nord et sud ;
- Des examens de grades nationaux du 6^{ème} et 7^{ème} Dan ;

- Des modalités d'examens de grades des disciplines associées et styles particuliers
- (Krav-Maga, Arts Martiaux du Sud Est Asiatique, Tai-do, Shorinji-Kempo, ...);
- Des examens de grades ou évaluation pour les clubs ou groupes entrants
- (Tout style ou discipline confondue);
- Des évaluations de grades prévues et validées par la CSDGE.

De plus, L'article 111 du règlement CSDGE précise et renforce le rôle de la commission des grades des arts martiaux vietnamiens.

L'article 207 du règlement de la CSDGE augmente la fréquence des examens de grade.

Comme tous les ans, une réunion nationale de formation et d'information des responsables nationaux, régionaux et départementaux des grades concernant l'organisation et la réglementation des grades a été mise en place en début de saison sportive.

De plus, lors de la réunion nationale des présidents de ligues et présidents des comités départementaux ainsi que lors de la réunion nationale des directeurs techniques de ligue et responsables des centres de formation toutes les informations nécessaires concernant les grades ont été transmises.

Les réunions ont permis de former et de transmettre les informations concernant la réglementation CSDGE.

Le site fédéral comporte un onglet spécifique aux grades ainsi que l'onglet spécifique de chacune des disciplines

IV / DEVELOPPEMENT

1. LA FORMATION

Une mutation amorcée

Durant la saison 2013-2014, deux cadres d'Etat sont venus renforcer le département formation. Dès le mois de septembre 2013, Jonathan Maruani a obtenu brillamment sa titularisation en tant que professeur de sport et la DRJSCS d'Ile de France l'a placé auprès de la FFKDA, en octobre 2013.

Ensuite, un accord a été conclu entre le CREPS Rhône-Alpes et la FFKDA, pour détacher le 1^{er} janvier 2014 à raison 2 jours par semaine, Franck Richetti, professeur de sport titulaire sur le CREPS Rhône-Alpes. Cela va aboutir à l'habilitation, en mars 2014, d'une formation DEJEPS organisée conjointement par la FFKDA et le CREPS Rhône-Alpes et qui sera mise en œuvre dès le mois de juin 2014.

L'accès aux certifications

En l'absence d'habilitation CQP, l'activité des 38 écoles régionales de formation s'est concentrée sur diplômes fédéraux sur l'Attestation Fédérale d'Assistant, le Diplôme d'animateur Fédéral et le Diplôme d'Instructeur National.

511 DAF et 629 DIF ont été délivrés sur la saison 2012-2013. 59 candidats ont validé un Certificat de body karaté sur les formations Body karaté relancées uniquement au niveau national : deux au CDFAS à Eaubonne et une CNE de Montpellier.

67 candidats ont eu recours à la procédure de transformation du BEES en DEJEPS mention karaté et disciplines associées spécialité « perfectionnement sportif » et 2 candidats ont demandé l'équivalence du DESJEPS mention karaté et disciplines associées spécialité « performance sportive ». Ces procédures se sont poursuivies jusqu'au 31 décembre 2013.

Quatre formations CQP (3 au 8 mars 2014 et 2 au 7 juin 2014 pour la Zone Nord au CDFAS d'Eaubonne et du 27 janvier au février 2014 et 12 au 17 mai 2014 pour la Zone sud au CNE de Montpellier) ont été organisées au niveau national sur 50 heures et réservées aux titulaires du DIF pour certifier 192 candidats.

Le renouvellement du Certificat de Qualification Professionnelle

Lancée le 22 avril 2009 par parution de l'avenant n° 39, texte de référence qui crée officiellement le CQP APAM pour une durée de cinq années, la question du renouvellement du CQP est entrée en discussion en avril 2014. Entre avril 2009 et juin 2014, 950 CQP ont été délivrés.

Le principe du renouvellement du CQP a été accepté avec un changement de dénomination. Le CQP APAM (Assistant Professeur d'Arts Martiaux) devient CQP Moniteur d'Arts Martiaux.

La formation de 50 heures au niveau national réservée au DIF est maintenue. Les secteurs d'activité restent l'associatif sans possibilité d'intervenir auprès des publics scolaires le temps scolaire contraint ni dans le domaine du tourisme. La limite de 300 heures d'exercice par an disparaît. Les discussions CPNEF, CNOSF, CFAMSC et Ministère vont se poursuivre jusqu' à l'enregistrement du nouveau CQP au RNCP et de la parution de l'arrêté ministériel qui permettra de délivrer les CQP moniteur d'arts martiaux.

La formation continue

Le processus de formation continue à l'intention des enseignants, assistants et ceintures noires a continué avec le dispositif national de stage d'experts nationaux traditionnels ou sportifs organisés dans les ligues après validation du DTN, par les stages pédagogie enfants, les stages des experts japonais à l'INSEP ou au CNE de Montpellier.

160 personnes ont participé au stage des experts japonais au pôle France Montpellier les 26 et 27 avril 2014, 320 pour un premier stage krav maga à Coubertin le 27 avril 2014, 120 pour le deuxième stage du 1^{er} juin de krav maga à Coubertin.

120 stagiaires ont répondu présents au stage national des experts à l'INSEP début juillet 2014 et 110 participeront à celui de Montpellier fin août 2014.

2. LES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT

LES PUBLICS PARTICULIERS

Le label Solidaire est une reconnaissance officielle attribuée à un club ou un comité par la fédération française de karaté selon des critères d'éducation et d'insertion établis.

La structure doit par les actions qu'elle mène :

1. soit favoriser l'accès à la pratique sportive auprès des publics particuliers : femmes, personnes handicapées, jeunes résidant dans les quartiers sensibles et seniors ;
2. soit jouer un rôle éducatif et d'insertion sociale auprès des « publics cible » à travers des actions précises ;
3. soit permettre l'insertion professionnelle.

Il est prévu une évolution de ce label la saison prochaine. Un programme de labellisation de l'ensemble des clubs, destiné à valoriser en son sein des savoirs faire particuliers est en cours d'élaboration. L'objectif est de mettre en exergue les initiatives et de procéder à un réel recensement des bonnes pratiques.

Le renforcement de la DTN devrait permettre d'affecter un CTN, pour partie de ces missions, au suivi et à la dynamisation des actions au profit des publics cibles.

Autre secteur dans lequel la direction technique s'est investie, **le milieu carcéral**. En partenariat avec des professionnels de l'administration pénitentiaire, une formation au milieu carcéral a été mise en place à destination d'éducateurs de karaté. A la fin de la saison sportive, une dizaine d'établissements pénitentiaires organisaient une coupe de France karaté insertion en milieu carcéral à la maison centrale de l'île de Ré.

3. RELATIONS AVEC L'ÉDUCATION NATIONALE

La pratique du karaté à l'école est encore trop faible. La fédération souhaite développer le sport en milieu scolaire que ce soit en primaire comme en secondaire et a travaillé à de nombreux partenariats notamment avec l'UNSS pour le secondaire et l'USEP pour le primaire.

Une convention liant la FFKDA et l'UNSS a été signée en ce sens.

Le Championnat de France 2014 organisé en région lyonnaise fut de nouveau un succès à l'image de l'édition 2013.

Le karaté propose une approche différente de sa pratique lors des rencontres UNSS. Par une formule de compétition scolaire adaptée, on recherche à mettre en exergue le rôle fondamental de l'arbitrage. Le championnat de France 2013 avait vu l'apparition du livret du Jeune Officiel en karaté sportif, ce qui avait été un franc succès.

Lors de l'édition 2014, cette action s'est étendue sur la responsabilisation des jeunes participants au rôle de jeune coach.

Concernant L'USEP il est important de rappeler que le dispositif de l'accompagnement éducatif permet à une association sportive de dispenser des cours de karaté sur le temps périscolaire. L'Action est entièrement financée par les directions départementales de la cohésion sociale.

De nombreuses initiatives sont prises sur le territoire et pour beaucoup sont couronnées de succès soulignée par l'éducation nationale elle-même. Pour exemple, le partenariat de La Ligue de Paris avec l'USEP via les ateliers bleus. Pour exemple également, le partenariat liant les comités départementaux de la FFKDA et de l'USEP d'Indre et Loire permettant d'intervenir en karaté sur 10 villes, 33 classes de CM1 et CM2, ce qui s'est traduit par la pratique du karaté par près de 900 élèves. Les relations entre l'USEP et la FFKDA se sont établies en 2014 et donneront lieu à une convention partenariale en tout début d'année 2015.

21

RAPPORT DES ACTIVITES DES A.M.V. ET DES DISCIPLINES ASSOCIEES

Au 31 août 2014, les disciplines associées représentaient 41 315 licenciés contre 37 915 la saison précédente. Ce nombre était donc en augmentation.

Au 31 août 2014, les disciplines délégataires se répartissaient notamment ainsi :

- arts martiaux vietnamiens : 13 896 licenciés ;
- krav maga : 12 034 licenciés ;
- yoseikan budo : 5 794 licenciés ;
- arts martiaux du sud-est asiatique : 2 594 licenciés.

22

PRESENTATION DU LOGICIEL DES COMPETITIONS

Le président présente le schéma du logiciel pour la prise d'inscription en compétition en ligne.

Il annonce également la possibilité offerte aux Ligues et Départements, de venir se former à la Fédération par l'intermédiaire du service Compétitions et du Service Informatique.

23

PRESENTATION DU NOUVEAU SITE INTERNET DE LA FEDERATION

Le nouveau site internet de la fédération va être décliné gratuitement sous sa forme fédérale, dans toutes les Ligues et les Comités Départementaux, dans le courant du mois de Février.

Néanmoins, et dans un souci de flexibilité, les anciens sites hébergés sur Admisite, seront opérationnels jusqu'au 31 août 2015. Les deux sites n'utilisant pas la même technologie, le transfert automatique de l'un vers l'autre n'est pas envisageable. Par contre, une sauvegarde peut-être demandée à la fédération.

Enfin, 3 sessions de formation seront ouvertes à la Fédération, les dates étant communiquées ultérieurement.

24

QUESTIONS DIVERSES

Question 1 : Existe-t-il une date butoir pour les inscriptions en ligne des compétitions départementales et de Ligue ?

Réponse : Ce sont les départements et les Ligues qui fixent ces dates, indépendamment de la réglementation fédérale qui fixe le délai à 5 jours.

Question 2 : Pour un stage de Ligue en Karaté-Contact, existe-t-il une prise en charge de la prestation par la fédération ?

Réponse : Elle est effectivement prise en charge par la fédération (vacation et déplacement), la Ligue n'ayant à sa charge, que les accommodations (repas, hébergement ...).

Pour conclure, le Président rappelle que les Jeux Olympiques Européens, qui auront lieu à Baku (Azerbaïdjan), comporteront une épreuve de Karaté, seul sport non olympique présente lors de l'évènement.

25

REMISE DES MEDAILLES FEDERALES

Le président procède à la remise des médailles fédérales.

La Fédération avait prévu de récompenser Alexandre Biamonti, immense champion de Karaté, qui n'a pu se déplacer en ce jour.

Le Secrétaire Général appelle Michel BUI, Président de la Ligue du Languedoc-Roussillon, membre du Conseil d'Administration et du Conseil Exécutif de la F.F.K.D.A. Le président, au nom de la F.F.K.D.A. et au nom de l'Etat, lui remet alors la médaille d'Or de la Jeunesse et Sports.

Le Secrétaire Général clôt l'Assemblée Générale Ordinaire.

Le Président

Le Secrétaire Général

Francis DIDIER

Alcino ALVES PIRES